

servir

SERVICE JÉSUITE DES RÉFUGIÉS

N° 49

voyage vers *l'inconnu*

Kenya : Le Père Général des jésuites en visite à Kakuma • **Maroc** : Accompagner les femmes migrantes • **Soudan** : En temps de guerre et de paix • **Angola** : Affronter l'avenir • **Asie Pacifique** : La détresse des Rohingyas • **Méditerranée** : Les refoulements vers la Libye



accompagner | servir | défendre

Servir est disponible gratuitement en français, en anglais, en espagnol et en italien. Il est publié trois fois par an par le Service Jésuite des Réfugiés (JRS - *Jesuit Refugee Service*).

MARS 2010



PHOTO DE COUVERTURE
Un des 138 migrants secourus en mer Méditerranée par les Forces armées maltaises à la fin de l'année 2008. (*Times of Malta*)

ÉDITEUR
Peter Balleis SJ

RÉDACTRICE
Danielle Vella

DESIGNER
Malcolm Bonello



Le JRS est une organisation catholique internationale fondée en 1980 par Pedro Arrupe SJ. Sa mission est d'accompagner, de servir et de défendre la cause des réfugiés et des personnes déplacées.

Jesuit Refugee Service
Borgo S. Spirito 4, 00193 Rome, Italie

TÉL: +39 06 6897 7386

FAX: +39 06 6897 7380

servir@jrs.net
www.jrs.net

dans ce numéro

Éditorial 03

accompagner

Kenya
Le Père Général des jésuites en visite au camp de Kakuma 04

Maroc
Accompagner Jésus dans son agonie 06

servir

Sud-Soudan
Avec les personnes en temps de guerre et de paix 08

« Fais croître le don et retiens la douleur » 10

Angola/Zambie
Affronter l'avenir avec confiance 11

défendre

Asie Pacifique
Les Rohingyas : entre le diable et le bleu profond de la mer 13

Méditerranée
Le risque des retours forcés en Libye 17

réflexion

Le crucifié 19

Appel (au dos)

sigles

Les sigles suivants sont utilisés dans ce numéro

HCR Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONG Organisation non gouvernementale
ONU Organisation des Nations Unies



peur et désespoir

Avez-vous déjà été à bord d'un bateau peu robuste et surchargé ? Il suffit d'y penser pour devenir anxieux. À quel point une personne doit-elle être désespérée pour s'embarquer sur un de ces bateaux ? Est-ce que quelqu'un se souvient de l'exode massif de réfugiés à la suite de la guerre du Vietnam, entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt ? Depuis, le terme « *boat people* » identifie ceux qui, poussés par le désespoir, traversent la mer dans des embarcations surchargées et souvent en mauvais état, mettant leur vie en péril pour chercher la sécurité et échapper à la violence, à la répression et à la pauvreté.

Il y a encore des *boat people* aujourd'hui, même si les visages et les nationalités ont changé. Aujourd'hui, ce sont des femmes et des hommes africains provenant de zones pauvres et déchirées par la guerre, où il n'y a pas de futur. Ils tentent de traverser la mer Méditerranée, partant du Maroc ou de la Libye. Les Rohingyas, une minorité apatride de la Birmanie font aussi partie des *boat people* d'aujourd'hui. Beaucoup ne survivent pas au voyage. Ceux qui ont la chance de s'en sortir sont souvent refoulés ou tout de suite mis en détention, et parfois on leur refuse l'accès à l'asile.

Il y a trente ans, la Compagnie de Jésus, guidée par Pedro Arrupe SJ, a fondé le Service Jésuite des Réfugiés pour répondre au drame des réfugiés vietnamiens. En 2010, le JRS est encore aux côtés des *boat people*, accompagnant ceux qui quittent le Maroc, comme nous le voyons dans ce numéro, et accueillant ceux qui atteignent les côtes de l'Italie, de Malte, de l'Indonésie, de la Thaïlande et d'ailleurs. Nous essayons de transformer leur désespoir en un nouvel espoir, leur offrant accompagnement, assistance sociale et instruction informelle, et défendant leur droit à l'asile.

La mission du JRS continue sous la direction du nouveau Père Général des jésuites, Adolfo Nicolás SJ, qui a visité quelques projets du JRS, récemment celui du camp de Kakuma au Kenya. Quelques mois plus tôt, il était allé dans un centre de rétention à Malte où il avait écouté les demandeurs d'asile, en grande partie Somaliens ; après, lors d'une rencontre avec des étudiants universitaires il avait dit : « Les réfugiés à Malte souffrent comme tous les réfugiés à travers le monde. Peu importe la façon dont vous les traitez, à la base il y a l'éloignement de leur propre pays et de leur propre famille. Quoi que fassent Malte et les autres pays pour aider les réfugiés et les immigrés, ce ne sera jamais assez. »

Peter Balleis SJ

Directeur international du JRS

📷 Une vue d'ensemble du camp de Kakuma (Angela Hellmuth/JRS)



le père général des jésuites en visite au camp de *kakuma*

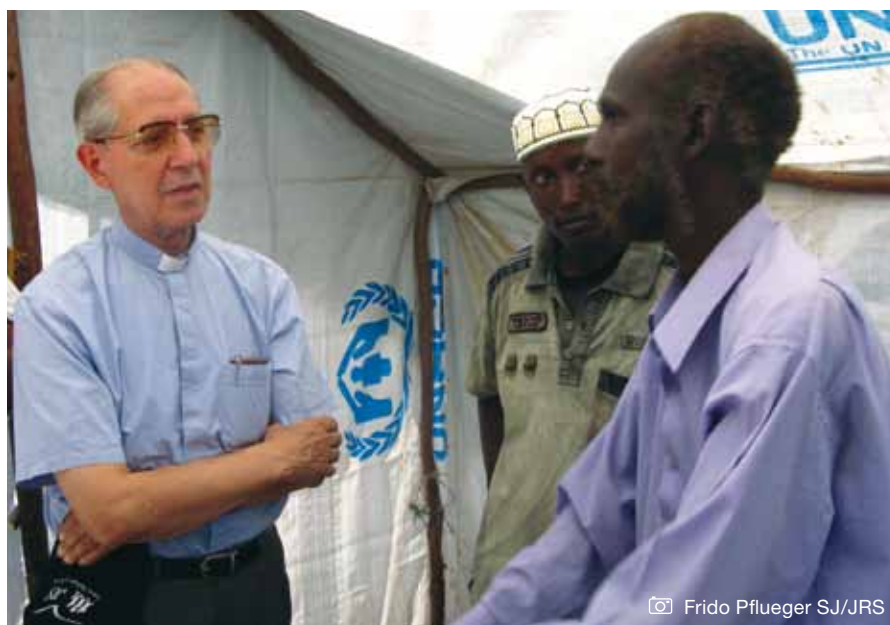
Petra Dankova, coordinatrice
des activités d'assistance
psychosociale du JRS à Kakuma

Les réfugiés somaliens arrivés depuis peu étaient en train de s'installer à Kakuma, un camp de réfugiés situé dans le nord-ouest aride du Kenya. Dans la chaleur suffocante, des hommes et des femmes étaient occupés à construire des maisons en boue pour remplacer les tentes en plastique montées par le HCR à leur arrivée. C'était un jour comme un autre, le 17 décembre 2009.

Abdullahi Ali Mire, un enseignant contraint de fuir la Somalie en abandonnant sa famille, occupait une tente. Les seuls biens visibles dans sa nouvelle demeure étaient une natte roulée par terre, quelques livres enveloppés dans un pli de la bâche en plastique pour les protéger, une nouvelle moustiquaire fixée au toit et un jeans pendu à un clou.

Mais la journée allait bientôt devenir différente des autres : Abdullahi avait invité dans sa tente le Père Général des jésuites, Adolfo

Nicolás SJ, en visite au camp de Kakuma. « Je suis heureux d'être à Kakuma où je me sens enfin en sécurité », a-t-il dit au père Nicolás. « J'espère que je pourrai enseigner dans l'une des écoles du camp. » Quand il a quitté la tente, le Père Général a rencontré des réfugiés somaliens qui s'étaient réunis pour



📷 Frido Pflueger SJ/JRS

partager leurs histoires et il s'est arrêté pour les écouter.

La visite à Kakuma a eu lieu lors du voyage du Père Général en Afrique en décembre. Deux de ses assistants, Daniel Huang SJ et Lisbert D'Souza SJ, l'ont accompagné dans le camp, ainsi que Frido Pflueger SJ, directeur du JRS Afrique de l'Est, et Agbonkhianmeghe Orobator SJ, provincial jésuite de la province d'Afrique de l'Est.


L'énorme camp, mis en place en 1992 pour les Soudanais fuyant la guerre civile, accueille aujourd'hui presque 65.000 réfugiés de 11 nationalités différentes, en majorité des Somaliens. Au cours de la visite, le père Nicolás a rencontré des fonctionnaires locaux et du HCR, l'équipe du JRS, comprenant 100 réfugiés qui travaillent dans les différents projets, des chefs des communautés et des étudiants, et des enfants handicapés qui l'ont accueilli avec une chanson.

En écoutant les membres du personnel du JRS parler de leur travail et des difficultés qu'ils rencontrent, le père Nicolás a dit : « Je me rends compte qu'il y a énormément de souffrance à Kakuma, et cela me frappe de trouver des personnes comme vous qui travaillent avec dévouement pour alléger cette souffrance. Je vous encourage à continuer, parce que ce que vous faites sauve le monde. Une société qui n'est pas


capable de se soigner elle-même n'a pas de futur. Vous aidez la société à comprendre que la guérison et l'espoir sont possibles, et c'est le plus grand don que vous puissiez faire aux autres. »


Le Père Général a visité l'un des trois centres d'assistance de jour du JRS et le « safe haven » (refuge sûr), où les femmes et les enfants qui sont en danger dans la communauté peuvent trouver refuge. Enfin il a participé à une rencontre dans le centre éducatif du JRS.


Le père Nicolás a dit aux chefs de communauté présents : « Trouver qui peut faire quoi dans la communauté est l'un des rôles principaux du chef de la communauté. Commencez à faire des choses et vous réussirez à coopérer de mieux en mieux avec le JRS et avec d'autres. L'important est de commencer. »

La rencontre s'est conclue avec la danse joyeuse d'un groupe de jeunes soudanais, auxquels se sont joints le père Nicolás et le personnel du JRS. La visite a signifié beaucoup pour le JRS et pour les réfugiés. « Nous avons senti que le Père Général est venu pour être avec les personnes, pour écouter les joies et les difficultés de ceux qu'il rencontrait », a raconté le directeur du projet du JRS, Hezekiah Ronald Ombiro. « La visite a montré qu'il y a un lien entre la Compagnie de Jésus, le JRS et les personnes que nous servons. » 



« Vous aidez la société à comprendre que la guérison et l'espoir sont possibles, et c'est le plus grand don que vous puissiez faire aux autres. » 

 (en haut) Des enfants dans un centre du JRS pour enfants avec besoins spéciaux, à Kakuma (Angela Hellmuth/JRS)

 Tamarat, un conseiller en médecine non conventionnelle (Angela Hellmuth/JRS)



POINT INFO

Le JRS a commencé à travailler à Kakuma en 1994, fournissant principalement un support psychosocial et éducatif. En répondant aux besoins des plus vulnérables, il forme les réfugiés afin qu'ils puissent devenir des conseillers communautaires et offrir des médecines alternatives et une assistance psychologique. Des bourses d'études sont offertes aux élèves les plus méritants des

écoles primaires et secondaires ainsi que pour des programmes d'apprentissage par correspondance avec l'Université d'Afrique du Sud et avec le *Kenya Institute of Social Work and Community Development*. Les enfants avec des besoins spéciaux reçoivent de l'aide pour s'insérer dans les écoles kenyanes grâce à des enseignants et des structures appropriés.

📷 Le voyage clandestin vers l'Europe à la recherche d'une vie meilleure est plein de dangers, en particulier pour les femmes ; celles de la photo ont été secourues alors que le canot pneumatique sur lequel elles voyageaient était en train de couler près de Malte en 2009. (Times of Malta)



accompagner *Jésus* dans son *agonie*

« Marie prit alors une livre d'un parfum de nard pur de grand prix ; elle oignit les pieds de Jésus, les essuya avec ses cheveux et la maison fut remplie de ce parfum. Alors Judas Iscariote, l'un de ses disciples, celui-là même qui allait le livrer, dit : « Pourquoi n'a-t-on pas vendu ce parfum trois cents deniers, pour les donner aux pauvres ? »... Jésus dit alors : « Laisse-la ! Elle observe cet usage en vue de mon ensevelissement. »

(Jn 12, 3-8) »

Josep Lluís Iriberry SJ, directeur
du Service Accueil Migrants

Accompagner, c'est cela notre mission. Ici à Casablanca, au Maroc, nous ne pouvons faire davantage que de partager le destin des femmes migrantes et de leurs enfants. En septembre 2009, Mary, Blessing et son petit garçon de deux mois sont morts en mer Méditerranée, ainsi que 30 autres migrants, dans la tentative d'atteindre l'Espagne. Nous avons partagé leurs rires et leurs peurs durant leur dernière année à Casablanca, nous les avons aidés à affronter les difficultés dans cette grande ville. Nous avons « répandu le parfum » que nous possédions et partagé le bonheur de leurs rêves.

Le Service Accueil Migrants est un projet développé par le JRS Europe au Maroc. Au début, l'idée était de fournir une instruction aux

enfants nés durant le voyage de leurs mères vers l'Europe. Peu à peu, cependant, nous avons compris que nous devons soutenir aussi les mères. Nous offrons maintenant des activités scolaires aux enfants âgés de deux à six ans, des ateliers de couture, de tricotage, de cuisine et autre, ainsi que des cours de langue et d'informatique de base.

Mais notre objectif principal est d'offrir un environnement sûr et d'impliquer les femmes dans des rapports basés sur la liberté et la confiance. En faisant cela, nous réussissons à mieux comprendre leurs besoins réels et nous pouvons être plus efficaces dans notre soutien. Nous savons qu'elles sont en transit et qu'après quelques mois, quelques années tout au plus, elles quitteront le Maroc : elles n'ont

POINT INFO

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'au moins 1,39 millions d'adultes et d'enfants sont victimes d'esclavage sexuel.

aucun espoir de rester, elles n'ont pas de papiers, pas de travail, pas d'identité légale et pas de droits ; en d'autres termes, elles n'ont aucun moyen de construire leur vie au Maroc.

Pendant les deux dernières années, nous avons offert un refuge à leurs vies brisées. Chacune d'entre elles, à un moment donné, a décidé d'abandonner sa propre terre : « Je n'ai rien ici. Je dois partir pour essayer de construire une nouvelle vie pour moi et pour ma famille. » Elles ont été contactées par des personnes qui leur ont offert le « paradis » en Europe, elles sont parties et le cauchemar a commencé.

Quelquefois le voyage est assez calme et dure seulement quelques semaines, du Nigeria, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire ; d'autres fois il prend des mois et c'est très dur. « Tu te retrouves au pied du mur : tu dois accepter de te prostituer si tu veux continuer le voyage ; ou te « marier » avec un autre migrant qui te protégera. »

Certaines femmes décident de partir sans faire aucun projet, en espérant trouver quelque chose en Europe. D'autres sont dupées par de fausses promesses de travail ou d'études à l'étranger ou par des « fiancés » qui promettent la lune. Beaucoup d'autres encore savent dès le départ qu'elles finiront par se prostituer, mais c'est la seule façon qu'elles ont de payer le voyage, le seul espoir de réussir à aider leurs familles. Une fois arrivées à destination, elles se retrouvent très souvent dans des conditions similaires à la prison et reçoivent seulement une petite partie de l'argent qu'elles gagnent, le reste servant à rembourser leurs dettes à ceux qui les ont achetées et à qui elles « appartiennent ».

Malgré cela, les femmes ont la sensation de ne pas avoir le choix :

« Quand tu n'as qu'une instruction de base et que tu as dû travailler depuis l'âge de neuf ans, tu ne peux pas espérer obtenir un travail qualifié ouvert aux immigrés dans l'Union européenne. Il est impossible d'avoir un visa, et tu es donc condamnée à rester dans ton pays pour le reste de ta vie - hors de question ! » Bien que la demande de prostituées ne manque pas en Europe, ce n'est pas un travail qui peut garantir un visa Schengen. Les contrôles frontaliers n'arrêtent pas la prostitution ; ils augmentent simplement les risques pour les femmes qui entrent clandestinement. Et l'Europe ferme les yeux sur leurs souffrances.

Nos amies qui se sont noyées en septembre dernier avaient été poussées à prendre le bateau par leurs « patrons » en Europe. Ils en avaient assez d'attendre : ils avaient payé et les femmes n'étaient pas arrivées. Ainsi, même si le bateau était surchargé et la mer peu sûre, les femmes n'avaient pas d'autres solutions : maintenant ou jamais. « Jamais » a été la réponse. Nous avons partagé leurs derniers mois, nous avons « versé nos parfums » sur elles. Dieu les garde dans Sa miséricorde. Nous sommes encore ici à Casablanca, avec beaucoup d'autres femmes et d'enfants, et nous les accompagnons. 📍



📷 Des activités organisées par le Service Accueil Migrants à Casablanca : (en haut) Tessa apprend à coudre ; (en bas) à l'école, Antonia, à droite, est assise au premier rang à côté de Lucy. (Josep Lluís Iriberrí SJ)

avec les personnes en temps du guerre et de paix

Atsu André Agbogon, directeur du JRS Sud-Soudan, explique comment ce programme - en place depuis longtemps - investit dans l'éducation pour reconstruire les communautés dans une région qui cherche à se relever après des années de guerre.



☒ Maka Tabita Valentino est une bénéficiaire du programme de bourses d'études du JRS. Maka, qui a maintenant une vingtaine d'années, a les jambes paralysées depuis l'âge de sept ans. (Angela Hellmuth/JRS)

Quand le JRS est arrivé dans le Sud-Soudan, le personnel partageait avec les personnes déplacées la terreur de la longue guerre civile. Le JRS a commencé à travailler à Nimule en 1997 en réponse à une demande d'aide du diocèse de Torit pour pouvoir fournir aux personnes déplacées instruction et assistance pastorale. Les leçons se tenaient sous les arbres ou dans des huttes, les enfants assis sur des pierres. En 2001, le JRS a étendu ses services à Lobone et à Kajo-Keji, et en 2004 à Yei.

Treize ans plus tard, le JRS est encore au Sud-Soudan, accompagnant les personnes en temps de paix comme il l'a fait durant la guerre. Aujourd'hui l'équipe compte environ 250 membres qui gèrent des activités éducatives, génératrices de revenus, pastorales et de construction de la paix. La plupart des enfants peuvent suivre les leçons assis à des bureaux et certaines écoles ont de vraies salles de classe et même des laboratoires et des dortoirs.

Le JRS aide maintenant les personnes de retour à reconstruire leur communauté et à devenir autosuffisantes. Beaucoup ont connu le JRS dans les camps à Adjumani, dans le nord de

l'Ouganda. La guerre entre le nord et le sud du Soudan, qui a duré 22 ans, a pris fin au début de l'année 2005, laissant dans son sillage une destruction massive et un nombre très élevé de victimes : deux millions de morts et quatre millions de déplacés internes. Au début, après la signature de l'Accord de paix global (APG), les retours procédaient avec lenteur et c'est seulement en 2008 qu'ils se sont intensifiés, passant le cap des 300.000 au début de l'année 2009.

Même si le Sud-Soudan connaît maintenant une paix fragile, poursuivre les programmes d'aide n'est pas une tâche facile dans une région caractérisée par une insécurité et une pauvreté chroniques ainsi que par un manque d'infrastructures et de développement. En janvier 2010, cinq ans après l'APG, un rapport réalisé par dix agences d'aide a décrit l'ampleur des besoins au Sud-Soudan comme étant « presque inimaginable », avec des indicateurs de développement humain « au plus bas de l'échelle ».

Le JRS cherche à avoir une incidence au niveau de la communauté, surtout à travers l'instruction. Depuis le début, la formation des enseignants a été

une préoccupation centrale, et des années de dévouement ont porté leurs fruits : dans les zones où nous sommes présents, il y a 325 enseignants diplômés – 250 à l'école primaire et 75 à l'école secondaire – tandis que 978 enseignants de 78 écoles primaires et 268 de 17 écoles secondaires reçoivent une formation continue et une assistance pour leur travail.

Dans les écoles gérées par le JRS, environ 32.000 élèves de primaire et 4.200 de secondaire bénéficient de fournitures scolaires, et des séminaires sur le VIH/SIDA et l'hygiène sont organisés, ainsi que des activités d'aide entre pairs, d'éducation des filles et d'autres encore. Plus de la moitié des élèves sont des filles ;

dans le Sud-Soudan, beaucoup ne vont pas à l'école, nous encourageons donc les parents à envoyer leurs filles à l'école et nous finançons leur scolarisation.

Les membres des associations de parents et enseignants et des conseils d'administration sont formés pour pouvoir ensuite assumer la gestion des écoles. Le JRS a aussi construit des classes et des latrines dans 31 écoles.

Quand nous avons réalisé que beaucoup d'adultes n'avaient jamais eu la possibilité d'aller à l'école, un programme d'alphabétisation a été lancé en 2003 pour leur apprendre à lire et à écrire. Consacré dans un premier temps aux ex-enfants soldats, le programme a par la suite été étendu au reste de la communauté ;

aujourd'hui 35 instructeurs enseignent à 835 adultes, et ceux qui poursuivent leurs études obtiennent un support économique pour suivre une formation professionnelle de couture, de briquetage, de menuiserie ou de cuisine. Dans le cadre du programme pastoral du JRS, qui

soutient les paroisses locales, les femmes et les catéchistes apprennent à faire le pain et le savon et reçoivent de l'aide pour mettre sur pied de petites activités. Les catéchistes et les membres des groupes de femmes et de jeunes reçoivent une formation en ministère pastoral.

Les autorités et les communautés respectent le travail du JRS.

Les 12 mois à venir, caractérisés par des élections et des incertitudes, seront cruciaux pour le Sud-Soudan : en avril, il y aura des élections générales tandis qu'en janvier 2011, il y aura un référendum qui offrira aux habitants de continuer à faire partie du Soudan ou de faire sécession. Le JRS, à travers 35 éducateurs à la paix communautaires, a préparé les personnes aux élections, fournissant des informations sur

l'APG et sur leurs droits et leurs devoirs. Les activités d'éducation à la paix sont organisées depuis des années, ayant pour objectif de reconstruire la société civile, de faire croître la conscience à propos de la violence domestique et d'autres violations des droits humains, et d'inculquer les notions de paix et de transformation des conflits aux enfants en âge scolaire ainsi qu'au reste de la communauté.

Les défis à venir sont énormes. Toutefois, nous espérons que les graines que nous avons semées continueront à porter leurs fruits. Déjà de nombreux enseignants ont été nommés directeurs d'école ou travaillent maintenant avec le ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie du Sud-Soudan. Les autorités et les communautés en général respectent le travail du JRS car ils ont vu l'engagement du personnel et le travail accompli. Ils pensent que le JRS a été une source d'inspiration durant la guerre et un support en temps de paix. 🌱



☒ Les écoles gérées par le JRS promeuvent la scolarisation des filles pour remédier au faible taux d'alphabétisation - environ 10 % - des femmes du Sud-Soudan. (Angela Hellmuth/JRS)

« fais croître le don et retiens la douleur »



Richard Dwyer SJ durant des visites à domicile à Lobone (Angela Hellmuth/JRS)

David Palmer, directeur du projet du JRS à Yei

Le proverbe « si vous donnez un poisson à un pauvre, il mangera un jour; mais si vous lui apprenez à pêcher, il mangera tous les jours » est populaire parmi les agences de développement.

Toutefois, le développement – ou « la première reconstruction », c'est-à-dire ce que le JRS aide les autorités et les communautés locales à faire à Yei – est généralement une chose plus complexe que ce que la phrase ci-dessus suggère.

Pour rester dans l'image, que faire si un homme n'aime pas le poisson, ou s'il ne veut pas devenir pêcheur ? Ou s'il ne peut pas porter son poisson au marché à cause des routes en mauvais état ? Ou si des pêcheurs plus puissants l'excluent ? Ou si les réserves s'épuisent parce qu'il y a trop de personnes qui pêchent ?

Que faire s'il vit dans un endroit comme le Sud-Soudan, marqué par les séquelles de la guerre civile et du déplacement, une paix fragile, des institutions publiques encore à consolider, et une incertitude croissante due aux élections à venir ?

Dans ces circonstances, ce n'est pas surprenant que les personnes restent suspendues entre la lutte ou la fuite et la volonté d'essayer de construire un futur stable. Et c'est dans ce contexte que je trouve davantage de réconfort et d'inspiration dans la notion d'accompagnement propre au JRS que dans l'image de l'homme à qui l'on apprend à pêcher.

L'accompagnement veut simplement dire être présent, partager les échecs et les succès, le désespoir et l'espoir, l'inactivité ou le déclin et la croissance. Cela signifie aider les personnes qui ont affronté des situations difficiles et qui continueront à le faire bien après que vous soyez parti. Cela signifie traiter les personnes avec sensibilité et valoriser les dons de l'amitié – un salut, une présence amicale et un sentiment de respect mutuel.

Plutôt qu'« apprendre à pêcher à un homme », une autre phrase me vient à l'esprit, de Jean Vanier, dont la vocation est d'accompagner les personnes ayant un handicap : « fais croître le don et retiens la douleur ». 🌱



(en haut) Fabrication du pain à Yei. Les enfants se réunissent toujours devant la hutte pour un morceau de pain. (Angela Hellmuth/JRS)

Des participants à un atelier pour catéchistes à Yei (Angela Hellmuth/JRS)

affronter l'avenir avec confiance

Andre Melo, angolais, a travaillé par le passé pour le JRS Zambie. Aujourd'hui il étudie à l'Université de l'Utah, aux États-Unis, grâce à une bourse d'étude du programme Fulbright. Il raconte son histoire.

☒ (en haut) Andre Melo

☒ Cours d'alphabétisation pour adultes à Meheba dans les années quatre-vingt-dix (JRS International)



Un soir, en août 2009, mon professeur de microéconomie m'a demandé ce que je faisais en Angola avant d'aller étudier aux États-Unis. « Tu travaillais probablement en ville », a-t-il dit, supposant sans doute que je venais d'une famille citadine aisée. Quand il a su que mon premier travail avait été avec le JRS, il a compris que j'avais été en contact avec la base de la communauté.

Mon père était un mécanicien très connu provenant d'une famille influente, et il gérait un atelier dans la capitale de la province à l'extrême-est de l'Angola, aujourd'hui appelée Luena. Quand la guerre a éclaté, sa richesse s'est révélée inutile ; la seule possibilité de survivre a été de fuir avec la famille en Zambie. J'avais tout juste une semaine quand nous sommes partis en novembre 1977. Deux de mes frères sont morts pendant le voyage, deux autres frères et une de mes sœurs sont morts en Zambie au cours des années suivantes. Quant à mon frère aîné qui était absent quand nous avons quitté l'Angola, nous ne l'avons plus jamais revu. Maintenant nous sommes trois frères et une sœur.

Grandissant dans le camp de réfugiés de Meheba, je considérais mon enfance comme « normale », n'ayant rien connu d'autre. Ensuite j'ai commencé à prendre conscience des discussions animées en famille sur l'opportunité de quitter le camp, et qui en général se concluaient sans

trouver un accord. C'était une vie très dure pour ceux qui avaient connu une vie meilleure en Angola. Cela m'a aidé à comprendre quand mon père a quitté la Zambie à l'improviste, sans rien dire à personne.

Malgré les difficultés, j'ai eu l'opportunité d'aller à l'école publique. Toutefois, arrivé à la septième année j'ai dû payer l'inscription aux examens en plus d'autres frais. Heureusement, une bourse d'études m'a été octroyée par une ONG japonaise et j'ai reçu un soutien tout au long de l'école secondaire. Au début des années 1990, un prêtre jésuite, un frère jésuite et un volontaire laïc sont arrivés à Meheba. L'une des premières initiatives de l'équipe du JRS a été la formation d'un groupe de jeunes, auquel je me suis joint ; nous faisons du théâtre et écrivons des articles pour un bulletin. En 1997, après avoir fini l'école secondaire, j'ai commencé à faire des activités sociales rétribuées par le JRS. Je m'occupais d'éducation à la santé nutritionnelle pour familles avec problèmes de dénutrition et de l'identification des réfugiés vulnérables à orienter vers les services d'assistance. Une année plus tard, j'ai signé mon premier contrat avec le JRS comme responsable pour le développement communautaire.

En 2001, j'ai été admis à l'Université de Zambie pour suivre une licence en sciences



CAMP DE RÉFUGIÉS DE MEHEBA

Le camp de Meheba, dans le nord-ouest de la Zambie, a été mis en place en 1971. En 1994, le JRS a été invité par le diocèse de Solwezi à s'occuper de l'assistance pastorale à Meheba, qui accueillait alors 20.000 réfugiés – arrivés à 60.000 au cours des années suivantes. Les projets du JRS allaient de l'aide d'urgence pour les nouveaux arrivés à l'assistance médicale et à l'instruction, des formations professionnelles à l'identification des réfugiés les plus vulnérables et à leur soutien. Quand la guerre en Angola a pris fin, le JRS a été impliqué dans le processus de rapatriement et dans l'éducation à la paix, mettant fin à ses propres activités à Meheba le 31 décembre 2004.

JRS International



de l'éducation et j'ai reçu mon diplôme en juillet 2007, entre autre grâce à une bourse du JRS. Au début, j'ai suivi les cours à mi-temps pour pouvoir continuer à travailler avec le JRS, où j'ai aussi fait office d'assistant pour les activités locales d'advocacy jusqu'en 2002. L'année suivante, toujours grâce au JRS, j'ai été

assistant de recherche dans le cadre d'un projet sociologique dans le camp, ce qui m'a permis de me rendre à l'Universität Siegen en Allemagne en tant que chercheur.

Tout au long de ce parcours, l'accompagnement du JRS est allé bien au-delà d'un travail ou d'une bourse d'études. J'ai continué à chercher conseil auprès de Michael Gallagher SJ même après son départ de Zambie, en particulier quand j'ai dû choisir entre rester en Zambie ou retourner en Angola, ce que j'ai finalement fait en 2007. L'inspiration que j'ai tirée de la compétence du père Michael a grandement contribué à ma décision d'étudier les sciences politiques.

En outre, mon expérience de travail avec le JRS m'a aidé à définir ma conception de la vie, m'apprenant à fixer des objectifs accessibles. J'ai pris conscience de l'importance de l'instruction et de l'acquisition de connaissances dès le plus jeune âge. Malgré l'incertitude économique, j'ai trouvé la force de faire de mon mieux avec les moyens que j'avais à disposition, et d'identifier comment je pouvais raisonnablement obtenir ce dont j'avais besoin pour atteindre mes objectifs. Tout cela et le support que j'ai reçu m'ont aidé à voir et à cueillir des opportunités dans la vie et à faire des projets pour l'avenir avec confiance. 🌟



POINT INFO

Peu après avoir gagné son indépendance vis-à-vis du Portugal en 1975, l'Angola a été déchiré par une guerre civile qui a provoqué des millions de morts et de déplacés internes. La mort de Jonas Savimbi, chef du groupe rebelle UNITA, en février 2002, a été suivie d'un cessez-le-feu et de la fin du conflit.

les rohingyas: entre le **diable** et le bleu profond de la **mer**

Chris Lewa, directeur d'*Arakan Project*, une ONG qui s'occupe de recherche et d'advocacy pour les Rohingyas, écrit à propos de la persécution et du rejet que subit cette minorité opprimée de Birmanie.

En janvier 2009, les Rohingyas ont fait la une des médias internationaux quand les images du sauvetage de centaines de *boat people* au large des Iles Andaman en Inde et d'Aceh en Indonésie ont fait le tour du monde. Ils avaient été interceptés dans les eaux territoriales thaïlandaises et l'armée les avaient transférés sur des îles désertes, torturés puis entraînés à la dérive dans des embarcations sans moteur avec peu de nourriture et d'eau. Au moins 1.000 personnes ont été abandonnées en mer

à trois occasions différentes ; des centaines ont été portées disparues.

Sharif, un réfugié rohingya non enregistré, a été secouru en Indonésie après avoir survécu à deux refoulements. Parti du Bangladesh sur un bateau avec 92 autres personnes, après des jours à la dérive, le 23 décembre 2008 il est arrivé aux îles Similan en Thaïlande. « Des touristes sont venus vers nous et nous ont donné de la nourriture et de l'eau. Ensuite l'armée thaïlandaise est arrivée et nous a fait mettre face contre terre

📷 HIER ET AUJOURD'HUI

Le sentiment d'hostilité envers les *boat people* aujourd'hui fait penser à ce qu'ont vécu les réfugiés qui fuyaient la guerre du Vietnam et la répression communiste entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt : ils furent refoulés, maltraités et volés par les pirates.



📷 1984 – Trente-cinq réfugiés vietnamiens attendent d'être secourus à 350 milles au nord-est de la baie de Cam Ranh, au Vietnam, après avoir passé huit jours en mer. (Phil Eggman)



📷 2009 – Le premier bateau à la dérive refoulé par la Thaïlande. Les Rohingyas ont été secourus au nord d'Aceh le 7 janvier. (Humas Pemko)



© Thaïlande : Sharif était parmi ces Rohingyas dont le bateau a été intercepté près des Îles Similan le 23 décembre 2008. La marine thaïlandaise les a contraints à s'allonger sur la plage, face contre terre. (Urban Svensson)

sur la plage, nous frappant devant les touristes. Le jour suivant, ils nous ont transférés sur une île clôturée de fil barbelé. Il y a eu cinq autres débarquements et nous sommes arrivés au chiffre de 580. J'ai été détenu pendant neuf ou dix jours durant lesquels les soldats nous ont battus régulièrement. »

« L'armée thaïlandaise nous a obligés à monter à bord de quatre bateaux sans moteurs. Sur le mien, où 83 personnes étaient entassées, il n'y avait qu'un sac de riz, trois seaux d'eau, une bâche en plastique et deux cannes de bambou. Ils nous ont remorqués au large pendant longtemps, puis ils nous ont abandonnés. Nous avons dérivé pendant trois jours, essayant une tempête. Notre bateau était sur le point de couler quand un chalutier nous a vus et nous a secourus ; mais une fois ramenés en Thaïlande, nous avons été livrés à l'armée, reconduits sur la même île et battus sans merci. Après l'arrivée de deux autres bateaux, ils nous ont tous mis - 198 personnes - sur une péniche et nous ont encore une fois remorqués au large avant

de nous abandonner. Cette fois, nous sommes allés à la dérive pendant 12 jours. Un homme est mort de faim et nous étions nous aussi en train de mourir quand des pêcheurs indonésiens nous ont trouvés et nous ont ramenés à terre. »

Exclusion

Les Rohingyas sont parmi les minorités les plus persécutées au monde. Ils sont environ 725.000 et habitent principalement trois zones dans le nord de l'Arakan en Birmanie, près du Bangladesh. Musulmans et d'origine sud-asiatique, ils sont apparentés aux Bengalîs de Chittagong, de l'autre côté de la frontière, et se distinguent de la majeure partie de la population birmane, qui est d'origine d'Asie du Sud-Est et en grande partie bouddhiste.

En Birmanie, les Rohingyas ont été exclus de la société, en particulier depuis le coup d'état militaire en 1962. La Loi sur la citoyenneté de 1982, qui reconnaît le droit à la nationalité à 135 « ethnies nationales »

identifiées par le gouvernement, ne mentionne pas les Rohingyas, les rendant apatrides. La négation de la citoyenneté est la clé du mécanisme d'exclusion, institutionnalisant la discrimination. Les Rohingyas sont confinés dans le nord de l'Arakan et doivent faire face à des arrestations arbitraires, des extorsions, des travaux forcés et la confiscation des terres. Les couples doivent obtenir une permission officielle pour pouvoir se marier et signer un engagement à ne pas avoir plus de deux enfants. L'impact de ces abus mine la survie économique des Rohingyas : une politique délibérée du régime militaire pour les pousser à partir. Pour les Rohingyas, quitter la Birmanie est toujours un voyage à sens unique.

Exode

Des centaines de milliers de Rohingyas ont fui la Birmanie. Le Bangladesh a déjà reçu deux grandes vagues de 250.000 réfugiés à chaque fois, en 1978 et en 1991-92, chacune suivie de rapatriements forcés. Aujourd'hui,

28.000 personnes vivent encore dans deux camps, assistées par le HCR et par quelques ONG. Pendant ce temps, l'exode de la Birmanie continue et quelque 200.000 Rohingyas cherchent à survivre au Bangladesh, victimes d'exploitation et d'arrestations. En 2009, le Bangladesh a intensifié les contrôles sur les Rohingyas sans papiers et plus de 2.000 personnes ont été expulsées. Dernièrement, cette action s'est intensifiée, incitant des milliers de Rohingyas à chercher la sécurité dans des campements de fortune autour du camp de Kutupalong.

D'autres essayent de partir : depuis 2006, 10.000 personnes ont pris la mer sur des bateaux surpeuplés vers la Malaisie en passant par la Thaïlande, comme Sharif a tenté de le faire. Ses souffrances n'ont pas pris fin après avoir été secouru en Indonésie, car il a été incarcéré dans une prison à Idi Rayeuk. Après avoir réussi à s'échapper, des trafiquants l'ont fait entrer en Malaisie en septembre 2009, où nous l'avons rencontré. Les autres *boat people* détenus en Indonésie ont été relâchés le 17 décembre 2009 et se sont installés de façon temporaire à Medan.

Détenus

Une année après, les *boat people* rohingyas sont encore enfermés dans le centre de rétention de Bangkok, sans nouvelles de leurs familles et se demandant s'ils seront un jour relâchés. L'un d'eux est Saber, un veuf de 35 ans de Buthidaung, qui a laissé ses trois filles âgées de dix, six et quatre ans en Birmanie. Saber a perdu sa femme il y a trois ans au moment de l'accouchement. « Elle était gravement anémique parce que je n'arrivais pas à lui garantir suffisamment de nourriture. Je l'ai

emmenée à l'hôpital et le médecin m'a dit qu'elle avait besoin d'une transfusion de sang ; mais une poche de sang coûtait 20.000 kyats (environ 2,20 euro) et je ne les avais pas. »

Se retrouvant seul, Saber a dû s'occuper de ses filles, travailler pour faire vivre sa famille et accomplir en plus les travaux forcés imposés par les autorités. Incapable de s'en sortir, il a demandé la permission de se remarier mais elle lui a été refusée. C'est pourquoi Saber a décidé de quitter la Birmanie, vendant sa petite maison pour payer le voyage et confiant ses filles à son frère.

Le 3 janvier 2009, Saber s'est embarqué sur un bateau, mais le marin qui le conduisait s'est perdu et le moteur s'est cassé. Saber et ses compagnons étaient en train de mourir de faim quand l'armée birmane les a trouvés. « Ils m'ont brutalement frappé, les cicatrices sont encore visibles », raconte-t-il. « Ils ont aussi mis le feu à un morceau de tissu imbibé de kérosène et deux d'entre nous ont été gravement brûlés. » Enfin, le bateau est arrivé dans les eaux



☒ Bangladesh : des familles en route vers un camp de fortune pour échapper à l'intensification des contrôles sur les Rohingyas. (Arakan Project)

Vu l'histoire de leur persécution en Birmanie, les Rohingyas sont sans aucun doute parmi les personnes à protéger selon la Convention de 1951 sur les réfugiés.



☒ Camp de fortune de Kutupalong pour les Rohingyas. (Arakan Project)



LA RÉPONSE DU JRS

En Thaïlande, le JRS assiste les *boat people* qui ont été amenés à terre par l'armée thaïlandaise le 27 janvier 2009. Le JRS a immédiatement demandé et obtenu la permission de distribuer de la nourriture, des médicaments et des vêtements aux 78 hommes et adolescents incarcérés dans le centre de rétention de Ranong, assurant aussi une assistance médicale aux deux hommes gravement brûlés. En collaboration avec d'autres ONG, le JRS a fait pression sur les autorités afin que les détenus soient transférés au centre de rétention de Suan Plu à Bangkok, où notre personnel peut les assister. Après avoir aidé à vérifier que 29 des 78 nouveaux venus avaient des documents bangladaïsi, le JRS a contacté les fonctionnaires de l'ambassade du Bangladesh – qui a accepté de fournir des documents valides pour le voyage – et a collecté des fonds pour les billets d'avion pour leur rapatriement.

territoriales thaïlandaises et le gouvernement, mis dans l'embarras au niveau international par les refoulements commis plus tôt, ne les a cette fois pas refoulés ; le 27 janvier 2009, 78 d'entre eux ont été amenés à terre où ils ont reçu des soins médicaux dans une parade médiatique. Mais plus tard, loin des caméras, les Rohingyas ont été incarcérés dans le centre de rétention de Ranong, dans des conditions tellement épouvantables que deux survivants sont morts en détention. Les autres, après avoir été transférés dans un centre à Bangkok, risquent de rester en détention pour un temps indéfini, étant donné que les autorités n'ont toujours pas permis au HCR de déterminer leur statut.

Rejetés

Vu l'histoire de leur persécution en Birmanie, les Rohingyas sont sans aucun doute parmi les personnes à protéger selon la Convention de 1951 sur les réfugiés. Mais aucun des pays concernés de la région n'a ratifié la Convention ou n'a promulgué de lois qui protègent les réfugiés ; seule la Malaisie permet au HCR de s'occuper des demandeurs d'asile rohingyas. Les gouvernements sont peu disposés

à offrir une protection à l'intérieur de leurs frontières par crainte d'encourager l'arrivée d'autres personnes. Ils parlent parfois de l'afflux des Rohingyas comme d'une « migration économique » et mettent en place des stratégies dissuasives pour prévenir l'accès à leurs territoires : la détention prolongée, les refoulements, l'intensification des contrôles et la négation de l'accès à la protection à les réfugiés. Les appels à une solution régionale sont seulement une tactique pour laisser à d'autres la responsabilité qu'à chaque État de protéger les membres de cette minorité tourmentée.

Pendant ce temps, les Rohingyas continuent à affronter des souffrances inimaginables. En Thaïlande et en Inde, les survivants des terribles voyages de l'année passée, détenus, reflètent la triste condition de leur peuple. Saber était désespéré quand il a appris que son frère n'avait plus les moyens de s'occuper de ses filles. En larmes, il nous a dit : « Cela me fait si mal d'apprendre que maintenant mes filles mendient. Pourquoi sommes-nous détenus ? Je n'ai commis aucun crime. Je voulais seulement fuir la vie infernale de misère en Birmanie. » ❦



📷 Camp de fortune de Kutupalong pour les Rohingyas au Bangladesh. (Arakan Project)

le risque des retours forcés en libye

Katrine Camilleri,
JRS Malte

☒ Libye : le centre de rétention de Zleitan, situé dans le port homonyme à l'est de Tripoli, où sont amenés des migrants dont les tentatives de partir en bateau ont échoué. (Gabriele del Grande/*Fortress Europe*)



Deux petits coups, trois longs : Mohammed n'oubliera jamais le signal qui identifiait comme « l'un des nôtres » qui était de l'autre côté de la porte du local à Tripoli où il se cachait. « Nous n'ouvrons la porte que si nous entendons le signal convenu », se rappelle cet homme somalien. « En Libye, tu vis dans la peur ; tu rencontres des personnes tout juste sorties de prison et tu entends ce qui pourrait t'arriver à n'importe quel moment : tu n'es jamais tranquille. »

Mohammed était impatient de quitter la Libye, même s'il était terrifié à l'idée du voyage clandestin à travers la Méditerranée. Devenu une cible de la milice Al-Shabab à cause de son travail pour les droits humains, Mohammed a décidé de partir en Europe et a réussi à faire le voyage jusqu'à Malte. Un nombre incalculable de personnes meurent dans la tentative de rejoindre la « terre promise » : depuis 1998, presque 15.000 personnes sont mortes ou portées disparues en essayant d'atteindre l'Europe.

Depuis le milieu de l'année 2009, utiliser la voie de la

Méditerranée est devenu encore plus risqué. En mai, les autorités italiennes ont secouru 227 migrants dans trois bateaux près de Lampedusa. Au lieu de les laisser débarquer, l'Italie les a renvoyés en Libye, d'où ils étaient partis. Le JRS Italie a exprimé sa « profonde indignation » pour cet « épisode sans précédents » de violation des lois internationales. Depuis, ignorant le chœur de condamnations provenant aussi du HCR et du Saint-Siège, l'Italie a refoulé au moins 1.000 migrants vers Libye. Le ministre de l'Intérieur de Malte, où débarquent de nombreux migrants en provenance de la Libye, aurait décrit cette politique comme « un pas en avant très positif que nous soutenons ».

Suite à ces événements, le JRS Malte a interviewé des demandeurs d'asile qui étaient passés par la Libye. Le verdict a été unanime : la Libye est un endroit « cruel », sans liberté, sans droits humains et sans état de droit, pour eux tout au moins. Les trafiquants les exploitent, et certains policiers demandent des pots-de-vin

LIEN INTERNET

Les témoignages de demandeurs d'asile sur la vie en Libye ont été recueillis par le JRS Malte et publiés dans un livret intitulé *Do they know?*
<http://www.jrsmalta.org/Do%20They%20Know.pdf>

sous peine de les porter dans les centres de rétention, des lieux surpeuplés souvent caractérisés par des conditions déplorables et des mauvais traitements. De plus, non seulement les demandeurs d'asile ont très peu de chances de trouver protection en Libye, mais ils risquent aussi l'expulsion.

Les récits des demandeurs d'asile sont confirmés par des journalistes crédibles et des ONG, et le HCR a reconnu que la Libye n'a pas les « conditions nécessaires » pour garantir la protection des réfugiés. Mais l'Italie semble inflexible et les refoulements, associés aux patrouilles près des côtes libyennes, semblent déjà avoir des conséquences : selon les statistiques du gouvernement, le nombre de *boat people* qui ont atteint l'Italie a brusquement diminué en 2009.

Les dirigeants politiques italiens et libyens ont affirmé

qu'il n'y a pas ou très peu de demandeurs d'asile légitimes parmi les *boat people*. Mais selon le HCR, 75 % des personnes qui sont entrées en Italie en 2008 ont fait la demande d'asile et le droit à l'asile a été reconnu à au moins 50 % des demandeurs. Et à Malte, plus de la moitié de ceux qui demandent l'asile bénéficient d'une protection.

Les lois internationales obligent les États à fournir une protection à tous les demandeurs d'asile qui se trouvent sous leur juridiction. Certains États, parmi lesquels l'Italie et Malte, soutiennent que leurs obligations ne s'appliquent pas en dehors de leur territoire national, par exemple en haute mer ; le HCR affirme en revanche que le principe doit être appliqué partout où l'État exerce un contrôle, point de vue partagé par la Cour européenne des droits de l'homme et par le Comité de l'ONU contre la torture. Les États sont aussi tenus de ne pas refouler

les personnes vers des nations où elles risquent de connaître des traitements inhumains ou dégradants.

Le JRS demande à l'Italie de mettre fin à la « pratique inhumaine » des refoulements, à Malte de ne pas suivre le même chemin, et aux deux de garantir que tous les demandeurs d'asile sous leur juridiction puissent débarquer et présenter une demande d'asile. Le directeur du Centro Astalli (JRS Italie), Giovanni La Manna SJ, a affirmé : « À chaque fois qu'il y a des refoulements, nous avons le devoir de dénoncer la violation des lois internationales de la part du gouvernement italien, et de faire tout notre possible pour que cela n'arrive plus. Nous ne devons pas nous habituer au sacrifice des vies des personnes qui fuient la guerre et la persécution, et à la violation systématique de leurs droits humains. » 📍



📍 L'arrivée de vingt-huit immigrants clandestins au môle Haywharf du port Marsamxett de La Valette, en 2008. En 2009, 17 bateaux avec à bord un total de 1.475 migrants ont été interceptés en mer ou sont arrivés à Malte. (Times of Malta)

📷 Ambuya Chatsika (Peter Balleis SJ/JRS)



le crucifié

Peter Balleis SJ, directeur international du JRS

Il était appuyé contre le mur de son modeste refuge. Ambuya Chatsika, « grand-mère » en shona, l'une des langues du Zimbabwe, est une veuve qui a perdu ses deux fils à cause du SIDA. En juin 2009 elle a aussi perdu sa maison, détruite par la municipalité de Harare pour faire place à un quartier résidentiel. Parmi les quelques biens qu'elle a réussi à sauver, il y a le crucifix : pour Ambuya Chatsika, c'est le symbole de sa croyance chrétienne en la présence de Dieu auprès d'elle, auprès des pauvres et des personnes déplacées. Comme eux, IL est oublié et humilié par le monde ; IL est présent là où les personnes sont « crucifiées » aujourd'hui. Ambuya Chatsika n'est pas seule avec sa douleur.

Le Christ, un être humain flagellé, se tient aussi dans un coin de l'église Saint-Antoine dans le district de Mannar, dans le nord du Sri Lanka. Devant lui des

enfants font leurs leçons : ce sont des enfants victimes de la guerre civile, qui ont été enfermés dans des camps de rétention pendant des mois et qui sont maintenant accueillis dans l'église comme refuge temporaire, dans l'attente que leurs terres soient déminées, afin qu'ils puissent retourner y vivre. Comme LUI, les victimes de la guerre au Sri Lanka ont été flagellées, frappées et humiliées.

Voir le crucifix provoque en nous la compassion et le désir de les accompagner, de les servir et de défendre leurs droits. Dans nos activités d'advocacy, l'attention est focalisée sur les victimes – le symbole du crucifié – cela aussi pour éviter de prendre parti pour l'une ou l'autre des factions en guerre. Nous voyons toute la souffrance que provoquent les conflits et nous ne voulons pas qu'il y ait davantage de haine, comme la plupart des victimes qui

ne veulent pas que le cycle de la violence continue. Leurs visages ne montrent pas la soif de vengeance, seulement le désir de continuer leur propre vie, et ils révèlent leur force et leur résistance. 🕊



📷 L'église Saint-Antoine à Mannar (Peter Balleis SJ/JRS)



Expéditeur
(veuillez renvoyer à l'expéditeur les envois aux adresses non valides)

Jesuit Refugee Service Malta
St Aloysius Sports Complex
50, Triq ix-Xorrox
Birkirkara, Malte

www.jrs.net

Servir est rédigé,
produit et imprimé à Malte

design by **i:thirteen**



« Affamés, assoiffés, la vie les abandonnait...
le Seigneur les délivra de leurs angoisses. »

cf. Psaume 107, 5-6

Demander l'asile est une descente vers le chaos. Du déchirement d'abandonner sa propre maison aux dangers d'un voyage qui peut se révéler mortel et à l'hostilité des institutions et des personnes dans les pays d'arrivée : c'est une expérience de confusion, de risques et de douleur.

Le JRS accueille les demandeurs d'asile et soutient leurs efforts pour chercher à mettre de l'ordre dans ce chaos. Nos équipes visitent les centres de rétention, portant une aide de première nécessité, offrant leur amitié et défendant le droit à la protection. Dans les communautés, nous aidons les réfugiés à s'installer et nous encourageons l'ouverture d'esprit et l'hospitalité.

Aujourd'hui, unissez-vous au JRS dans sa mission pour soutenir les demandeurs d'asile et pour les aider à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent et à reconstruire une nouvelle vie.

Merci

Je désire soutenir le travail du JRS

Montant de la donation

Je voudrais destiner ma donation à

Chèque ci-joint

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Pays :

Téléphone :

Fax :

Email :

Pour les virements bancaires

Banque :

Banca Popolare di Sondrio,
Circonvallazione Cornelia 295,
00167 Roma, Italia
Ag. 12

Intitulé du compte :

JRS

Numéro du compte pour les euros :

IBAN: IT 86 Y 05696 03212 000003410X05
SWIFT/BIC: POSOIT22

Numéro du compte pour dollars américains :

IBAN: IT 97 O 05696 03212 VARUS0003410
SWIFT/BIC: POSOIT22